|  |  |
| --- | --- |
| Logo Collectivité | **Contrat de vacataire** |

Entre les soussignés

(dénomination exacte de la collectivité ou de l’établissement concerné) représenté(e) par son (maire ou président),

ci-après désigné(e) « la collectivité (ou l’établissement) employeur »

**d’une part**

Et Nom patronymique (nom de naissance) ……………………………………

Nom d’usage (nom marital) ……………………………………………

Prénom « le contractant » domicilié(e) à

**d’autre part**

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 : mission et conditions d’exercice**

Du … au …, M … est recruté(e) en qualité de vacataire pour …

*Détailler la mission à accomplir*

Le lieu d’exercice de la mission est fixé à …

En cas de déplacement, le vacataire peut, à l’instar des agents de la collectivité **OU** l’établissement prétendre à la prise en charge de ses frais de transport et, le cas échéant, de ses frais de repas et d'hébergement dans les conditions fixées par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006, applicable aux personnels civils de la fonction publique de l’État, sous réserve des dispositions du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001, qui sont spécifiques à la fonction publique territoriale.

M … rend compte de l’avancement de sa mission à… *(dénomination de l’emploi du responsable hiérarchique)*.

**Article 2 : rémunération**

Conformément à la délibération susvisée, M … sera rémunéré(e) à la vacation, après service fait

*À préciser selon le régime prévu par la délibération, c’est-à-dire :*

**SOIT**sur la base d’un taux horaire d’un montant brut de … euros.

**SOIT** sur la base d’un forfait brut de … € par *journée/demi-journée*.

**Article 3 : régime social**

La rémunération perçue par M … est soumise aux cotisations sociales prévues par le régime général de la Sécurité sociale.

M … est affilié(e) à l’Institution de retraite complémentaire des agents non-titulaires de l’État et des collectivités publiques (Ircantec)

**Article 4 : rupture du contrat**

Chacune des parties peut mettre fin au présent contrat sous réserve d’en informer l’autre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge.

**Article 5 : contentieux**

Les litiges nés à l’occasion de la conclusion, de l’exécution ou de la rupture du présent contrat relèvent de la compétence du tribunal administratif de Rennes.

Signature de l’agent Fait à ........................., le ..../..../....

Le maire/ le président

*Signature*

|  |
| --- |
| Le Maire (ou le Président), - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte - informe que le présent contrat peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes (par voie postale au 3 contour de la Motte - 35000 RENNES ou par voie dématérialisée via l’application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  |